

Accord professionnel

**PROTECTION SOCIALE COMPLÉMENTAIRE FRAIS DE SANTÉ
DES SALARIÉS NON CADRES
(Champagne-Ardenne)
(3 juillet 2009)**

(Etendu par arrêté du 18 janvier 2010,
Journal officiel du 23 janvier 2010)

AVENANT N° 3 DU 2 JUIN 2014

NOR : AGRS1497321M

Entre :

La FRSEA de Champagne-Ardenne ;

L'UR des syndicats des entrepreneurs des territoires de Champagne-Ardenne ;

La FRCUMA de Champagne-Ardenne,

D'une part, et

L'UPRA CFDT ;

La CFTC-Agri ;

La FGTA FO ;

Le SNCEA CFE-CGC,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

Modification de l'article 2 « Objet »

Les trois derniers alinéas de l'article 2 sont abrogés et remplacés par l'alinéa suivant :

« Cette assurance couvrira à titre obligatoire le salarié bénéficiaire et ses ayants droit tels que définis ci-après pour les entreprises entrant dans le champ d'application du présent accord. »

Article 2

Modification de l'article 5 « Dispenses d'affiliation »

Le premier alinéa du paragraphe « Dispense d'affiliation des ayants droit » de l'article 5 est abrogé et remplacé par l'alinéa suivant :

« L'affiliation des ayants droit est obligatoire sauf : ».

Article 3

Modification du 1 « Taux de cotisations et répartition » de l'article 10 « Cotisations »

Le 1 de l'article 10 est abrogé et remplacé par les dispositions suivantes :

« 1. Taux de cotisations et répartition

Régime de base

Le taux d'appel de la cotisation mensuelle destinée au financement des prestations définies en annexe est de 2,20 % du plafond mensuel de la sécurité sociale (PMSS).

Cette cotisation est répartie à raison de 35 % à la charge de l'employeur et de 65 % à la charge du salarié, soit 0,77 % du PMSS à la charge de l'employeur et 1,43 % du PMSS à la charge du salarié, étant précisé que la participation de l'employeur ne peut excéder 25 €.

Régime optionnel supplémentaire

L'adhésion facultative au régime optionnel supplémentaire entraîne une cotisation complémentaire, à la charge du salarié, de 0,39 % du PMSS.

La cotisation au régime optionnel supplémentaire ayant un caractère facultatif, elle ne bénéficie pas du régime social et fiscal attaché par la loi aux régimes obligatoires et est intégralement à la charge du salarié. »

Article 4

Modification du 3 « Suspension du contrat de travail » de l'article 10 « Cotisations »

Le 3 de l'article 10 est abrogé et remplacé par les dispositions suivantes :

« 3. Suspension du contrat de travail

3.1. Suspension pour maladie, accident ou maternité

En cas de suspension du contrat de travail d'une durée supérieure à 1 mois civil pour maladie, accident ou maternité pris en charge par la MSA et intervenant après la date d'affiliation au régime, le bénéfice des prestations d'assurance complémentaire frais de santé correspondant au régime de base obligatoire est maintenu avec exonération des cotisations, qui sont prises en charge par le régime. Le régime optionnel reste maintenu, sous réserve du paiement de la cotisation par l'assuré.

3.2. Suspension pour un motif non lié à une maladie ou à un accident

En cas de suspension du contrat de travail pour un des cas de congés prévus par les dispositions légales ne donnant pas lieu à maintien en tout ou partie de salaire par l'employeur, le salarié bénéficie des garanties complémentaires frais de santé correspondant au régime de base obligatoire pendant les 3 premiers mois civils complets de la suspension du contrat sans versement de cotisation. Le régime optionnel reste maintenu, sous réserve du paiement de la cotisation par l'assuré. Si l'absence est inférieure à 1 mois, la cotisation forfaitaire pour la garantie complémentaire frais de santé est due intégralement.

Au-delà de cette période, l'assuré peut, pendant la période de suspension restant à courir, demander à l'organisme assureur dont il relève à titre individuel à continuer à bénéficier de la garantie complémentaire santé en acquittant directement la cotisation globale.

L'employeur doit informer l'organisme assureur compétent de la suspension du contrat et de la durée de la suspension du contrat au début de celle-ci. »

Article 5

Modification du paragraphe « Anciens salariés » de l'article 11 « Adhésions volontaires »

Le paragraphe « Anciens salariés » de l'article 11 est abrogé et remplacé par les dispositions suivantes :

« Anciens salariés

Un régime d'accueil facultatif est proposé aux salariés qui ont quitté l'entreprise et à leurs ayants droit. Il offre des prestations identiques au régime obligatoire des salariés et concerne :

1. Les bénéficiaires d'une rente d'invalidité dont le contrat de travail est rompu, les salariés quittant l'entreprise à la suite d'un licenciement ou d'une rupture conventionnelle et inscrits à Pôle emploi ne bénéficiant pas ou plus de la portabilité légale ainsi que, pour une durée maximale de 12 mois, les ayants droit d'un salarié décédé.

La cotisation est fixée à 2,53 % du plafond mensuel de la sécurité sociale (PMSS).

2. Les retraités ou préretraités et leurs ayants droit, pour une cotisation fixée à 3,30 % du plafond mensuel de la sécurité sociale (PMSS).

La demande doit être faite auprès de l'organisme d'assurance dans les 6 mois suivant la rupture du contrat de travail ou le décès. »

Article 6

Entrée en vigueur et dépôt

Le présent avenant prendra effet au 1^{er} janvier 2015, sous réserve de la publication de son arrêté d'extension au *Journal officiel*. A défaut, il sera applicable au premier jour du trimestre civil qui suit cette publication.

Il sera déposé à l'unité territoriale de la Marne de la DIRECCTE de Champagne-Ardenne.

Article 7

Extension

Les parties signataires demandent l'extension du présent avenant.

Fait à Châlons-en-Champagne, le 2 juin 2014.

(Suivent les signatures.)